

M. Johnson: Vous n'avez pas à répondre; il faisait une affirmation.

L'hon. M. Chevrier: La question était très claire.

L'hon. M. Starr: L'interprétation n'était pas complète.

M. l'Orateur: A l'ordre! La parole est au député de Timmins.

L'hon. M. Chevrier: Puis-je formuler la question en anglais, puisque le ministre a le sentiment que le système d'interprétation simultanée ne fonctionnait pas bien.

L'hon. M. Starr: Je n'ai pas dit cela. Je dis que l'interprétation n'était pas complète.

L'hon. M. Chevrier: J'accepte la rectification du ministre. Il a dit que l'interprétation n'était pas complète. Je me demande si l'on me permettra de poser la question en anglais, parce que je crois qu'elle ne contrevient pas au Règlement. La question est celle de savoir si les chefs de service du ministre ont décidé qu'à partir de demain, les centaines de chômeurs qui faisaient jusqu'ici la queue devant les bureaux de la commission d'assurance-chômage à Montréal ne pourront plus le faire, ni être autorisés à faire la queue pour toucher leur prestation en vertu de la loi sur l'assurance-chômage.

L'hon. M. Starr: Monsieur l'Orateur, si quelque instruction de cette nature a été donnée, cette directive provenait de la commission d'assurance-chômage. J'examinerai certainement la question pour vérifier si c'est exact.

LA FOIRE INTERNATIONALE DU COMMERCE

NEW-YORK—PRÉTENDUE NON-PARTICIPATION DU
CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. D. Crestohl (Cartier): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Le ministre sait-il qu'à la foire mondiale des États-Unis, à New-York, où 66 pays exposent leurs produits, le Canada n'a ni pavillon, ni kiosque de propagande touristique, ni produits canadiens en montre, et que tout ceci a été annoncé il y a plusieurs jours dans une nouvelle de la *Presse canadienne* émanant de New-York? Le ministre a-t-il quelque chose à dire là-dessus?

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce): La réponse, monsieur l'Orateur, c'est que nous ne sommes pas en mesure d'exposer nos produits à toutes les foires qui ont lieu à l'étranger. Nous participons à un grand nombre de ces foires. Je crois me rappeler [L'hon. M. Starr.]

que le gouvernement dépense près d'un demi-million pour aider les hommes d'affaires qui exposent leurs produits à des foires commerciales.

Cette question pourrait être discutée lors de l'étude des crédits du ministère du Commerce. Nous pourrions alors dire à combien d'expositions commerciales nous nous intéressons et participons. Il y a de ces expositions dans presque tous les pays du monde, et nous ne pouvons tout simplement pas participer à toutes. Nous participons de façon très active à ces foires, et les résultats sont très satisfaisants. Notre exposition de la maison modèle, à Londres, a été un des meilleurs exemples d'une présentation canadienne.

Si, quand nous en viendrons aux crédits du ministère du Commerce, l'honorable député veut proposer que nous affections plus d'argent aux foires commerciales, peut-être l'appuierai-je.

LES NATIONS UNIES

INTERPELLATION RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT
D'UNE CAISSE POUR LE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Étant donné l'intérêt croissant apporté à l'aide économique des nations africaines, le ministre pourrait-il ajouter quelques précisions à la réponse qu'il m'a donnée le 9 mars alors que je lui demandais si le gouvernement canadien avait discuté avec le secrétaire général des Nations Unies la proposition qu'il avait soumise relativement à l'établissement d'une caisse pour le développement économique de l'Afrique. Le ministre a alors répondu qu'il n'avait pas eu l'occasion d'en discuter avec le secrétaire général des Nations Unies et je me demande si des entretiens ont eu lieu entre le Canada et le secrétaire général des Nations Unies à propos de l'établissement d'une telle caisse?

L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je ne crois pas qu'il y en ait eu, mais j'irai aux renseignements et donnerai à l'honorable député une réponse plus complète un peu plus tard.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Je voudrais poser une question complémentaire, même si j'arrive en surnombre, mais avant de le faire je dois dire que notre parti remercie bien le ministre de la réponse qu'il a donnée à la question de l'honorable député de Laurier relativement aux avions de l'aviation américaine qui partent du Canada et y atterrissent.

Je conviens avec lui que nous devons ensemble faire tous les efforts possibles en vue